### Informations de base

### 2018/0130(COD)

COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Décision

Véhicules routiers: délai fixé pour la mise en œuvre des règles spéciales relatives à la longueur maximale pour les cabines améliorant les performances aérodynamiques, l'efficacité énergétique et les performances en matière de sécurité

Modification Directive 96/53/EC 1993/0486(SYN)

### Subject

3.20.05 Transport routier de personnes et de marchandises 3.40.03 Industrie automobile, cycle et motocycle, véhicules utilitaires et agricoles

Procédure terminée

### Acteurs principaux

Park	amant	européen

Rapporteur(e)	Date de nomination
DELLI Karima (Verts/ALE)	21/06/2018
Rapporteur(e) fictif/fictive	
MARINESCU Marian-Jean (PPE)	
ASSIS Francisco (S&D)	
LUNDGREN Peter (ECR)	
KYLLÖNEN Merja (GUE /NGL)	
	DELLI Karima (Verts/ALE)  Rapporteur(e) fictif/fictive  MARINESCU Marian-Jean (PPE)  ASSIS Francisco (S&D)  LUNDGREN Peter (ECR)  KYLLÖNEN Merja (GUE

### Conseil de l'Union européenne

Formation du Conseil	Réunions	Date
Education, jeunesse, culture et sport	3693	2019-05-22

### Commission européenne

DG de la Commission	Commissaire
Mobilité et transports	BULC Violeta

Comité économique et social européen

Comité européen des régions

-	r		£	17 -
-Ve	ener	nen	rs c	281
_,,	,,,,,,,,			,,,,,,

Pate Evénement	Référence	Résumé
----------------	-----------	--------

17/05/2018	Publication de la proposition législative	COM(2018)0275	Résumé
11/06/2018	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
22/01/2019	Vote en commission,1ère lecture		
22/01/2019	Décision de la commission parlementaire d'ouvrir des négociations interinstitutionnelles à travers d'un rapport adopté en commission		
29/01/2019	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	A8-0042/2019	Résumé
30/01/2019	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles annoncée en plénière (Article 71)		
11/02/2019	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles confirmée par la plénière (Article 71)		
04/03/2019	Approbation en commission du texte adopté en négociations interinstitutionnelles de la 1ère lecture	PE636.079 GEDA/A/(2019)001568	
26/03/2019	Décision du Parlement, 1ère lecture	T8-0236/2019	Résumé
26/03/2019	Résultat du vote au parlement		
22/05/2019	Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement		
05/06/2019	Signature de l'acte final		
05/06/2019	Fin de la procédure au Parlement		
20/06/2019	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2018/0130(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Décision
Modifications et abrogations	Modification Directive 96/53/EC 1993/0486(SYN)
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 091
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
Consultation obligatoire d'autres institutions	Comité économique et social européen Comité européen des régions
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	TRAN/8/13178

### Portail de documentation

### Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE626.842	26/09/2018	
Amendements déposés en commission		PE630.670	27/11/2018	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture				

unique			A8-0042/2019		29/01/2019	Résumé
Texte convenu lors de négo	ociations interinstitutionnelles		PE636.079		15/02/2019	
Texte adopté du Parlement	, 1ère lecture/lecture unique		T8-0236/2019		26/03/2019	Résumé
Conseil de l'Union						
Type de document		Référer	nce	Date	e	Résumé
Lettre de la Coreper confirm	nant l'accord interinstitutionnel	GEDA/	GEDA/A/(2019)001568		02/2019	
Projet d'acte final		00040/2	00040/2019/LEX 05		06/2019	
Commission Européenne		Déféren		Det		Déaumé
Type de document		Référer	ice	Dat	B 	Résumé
Document de base législatif	F	COM(2	018)0275	17/0	05/2018	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière		SP(201	SP(2019)437 30/07/20		07/2019	
Autres Institutions et organe	es					
Institution/organe	Type de document	Référer	nce	Dat	е	Résumé
EESC	Comité économique et social: avis	' CES31	37/2018	17/	10/2018	

Act	te final	
	cision 2019/0984 L 164 20.06.2019, p. 0030	Résumé

# Véhicules routiers: délai fixé pour la mise en œuvre des règles spéciales relatives à la longueur maximale pour les cabines améliorant les performances aérodynamiques, l'efficacité énergétique et les performances en matière de sécurité

2018/0130(COD) - 20/06/2019 - Acte final

rapport

OBJECTIF : confirmer la date d'arrivée de cabines de camion plus sûres et plus aérodynamiques.

ACTE LÉGISLATIF: Décision (UE) 2019/984 du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 96/53/CE du Conseil en ce qui concerne le délai fixé pour la mise en œuvre des règles spéciales relatives à la longueur maximale pour les cabines améliorant les performances aérodynamiques, l'efficacité énergétique et les performances en matière de sécurité

CONTENU : la présente décision modifie la directive 96/53/CE du Conseil relative à la longueur maximale des poids lourds en avançant la date d'autorisation d'un allongement de la cabine pour la doter d'un avant plus arrondi, sans réduire l'espace de chargement.

Avant que des cabines aérodynamiques puissent être mises sur le marché, il faut qu'elles remplissent les conditions d'homologation nécessaires. La Commission prendra les mesures nécessaires pour prévoir la réception par type des véhicules ou ensembles de véhicules concernés au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre 2019. Les camions avec des cabines à l'avant plus arrondi devraient apparaître sur les routes européennes à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2020.

La forme arrondie de l'avant des cabines permettra de réduire considérablement la consommation de carburant et d'améliorer la sécurité.

ENTRÉE EN VIGUEUR: 10.7.2019

## Véhicules routiers: délai fixé pour la mise en œuvre des règles spéciales relatives à la longueur maximale pour les cabines améliorant les performances aérodynamiques, l'efficacité énergétique et les performances en matière de sécurité

2018/0130(COD) - 26/03/2019 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 635 voix pour, 22 contre et 5 abstentions, une résolution législative sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 96/53/CE du Conseil en ce qui concerne le délai fixé pour la mise en œuvre des règles spéciales relatives à la longueur maximale pour les cabines améliorant les performances aérodynamiques, l'efficacité énergétique et les performances en matière de sécurité

La proposition vise à modifier la directive 96/53/CE du Conseil en ce qui concerne le délai fixé pour la mise en œuvre des règles spéciales relatives à la longueur maximale pour les cabines améliorant les performances aérodynamiques, l'efficacité énergétique et les performances en matière de sécurité

La position du Parlement européen arrêtée en première lecture suivant la procédure législative ordinaire a modifié la proposition de la Commission comme suit :

La Commission devrait prendre les mesures nécessaires, dans le cadre établi par la directive 2007/46/CE, pour prévoir la réception par type des véhicules ou ensembles de véhicules visés à la directive 96/53/CE au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre 2019. Les dispositions seraient applicables à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2020.

Un considérant souligne le secteur des transports et les équipementiers ont besoin de suffisamment de temps pour mettre au point de nouveaux services et produits. Afin de tirer parti de règles de conception plus souples pour les cabines, la Commission devrait prendre des mesures pour faire en sorte que les dispositions techniques nécessaires puissent être adoptées dès que possible, en vue de permettre une mise sur le marché sans heurts et rapide d'une nouvelle génération de cabines.

En outre, la Commission et les États membres, agissant dans le cadre de leurs rôles respectifs au sein du comité technique pour les véhicules à moteur créé par la directive 2007/46/CE, devraient tout mettre en œuvre pour veiller à ce qu'un avis soit rendu rapidement. Si les mesures envisagées par la Commission ne sont pas conformes à l'avis rendu par ce comité, ou si aucun avis n'est rendu, la Commission devrait agir sans tarder.

# Véhicules routiers: délai fixé pour la mise en œuvre des règles spéciales relatives à la longueur maximale pour les cabines améliorant les performances aérodynamiques, l'efficacité énergétique et les performances en matière de sécurité

2018/0130(COD) - 29/01/2019 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

La commission des transports et du tourisme a adopté le rapport de Karima DELLI (Verts/ALE, FR) sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 96/53/CE du Conseil en ce qui concerne le délai fixé pour la mise en œuvre des règles spéciales relatives à la longueur maximale pour les cabines améliorant les performances aérodynamiques, l'efficacité énergétique et les performances en matière de sécurité.

Pour rappel, la directive 96/53/CE du Conseil fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans l'Union, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international a été modifiée par la directive (UE) 2015/719 du Parlement européen et du Conseil dont l'un des objectifs était d'améliorer l'aérodynamique des véhicules à moteur relevant du champ d'application de la directive en leur permettant de déroger aux restrictions quant aux longueurs maximales si certaines conditions étaient respectées.

Cette dérogation auxdites restrictions a été accordée en ce qui concerne l'arrière des véhicules, l'installation de dispositifs aérodynamiques et l'avant des véhicules afin que les camions puissent être équipés d'une cabine à la forme plus arrondie et plus aérodynamique.

La directive (UE) 2015/719 prévoyait un moratoire de trois ans sur l'introduction des cabines aérodynamiques à compter de la date de transposition ou d'application des modifications nécessaires en ce qui concerne les prescriptions techniques pour la réception par type. Or, ce moratoire dissuade les constructeurs d'améliorer l'aérodynamique des cabines aux fins de contribuer au respect des futures normes d'émission de CO2 applicables aux poids lourds

La présente proposition de décision modificative se limite à avancer la date à partir de laquelle des cabines plus aérodynamiques et/ou plus sûres pourront être utilisées, ainsi qu'il est déjà prévu depuis la directive (UE) 2015/719.

La commission parlementaire a proposé que la directive 96/53/CE du Conseil telle que modifiée par la directive (UE) 2015/719, s'applique à compter de 6 mois (au lieu de 4 mois dans la proposition de la Commission) suivant l'entrée en vigueur de la décision modificative.

### Véhicules routiers: délai fixé pour la mise en œuvre des règles spéciales relatives à la longueur maximale pour les cabines améliorant les performances aérodynamiques, l'efficacité énergétique et les performances en matière de sécurité

2018/0130(COD) - 17/05/2018 - Document de base législatif

OBJECTIF: modifier la directive 96/53/CE du Conseil en ce qui concerne le délai fixé pour la mise en œuvre des règles spéciales relatives à la longueur maximale pour les cabines améliorant les performances aérodynamiques, l'efficacité énergétique et les performances en matière de sécurité.

ACTE PROPOSÉ: Décision du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN: le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE: la directive 96/53/CE du Conseil fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans l'Union, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international a été modifiée par la directive (UE) 2015/719 du Parlement européen et du Conseil dont l'un des objectifs était d'améliorer l'aérodynamique des véhicules à moteur relevant du champ d'application de la directive en leur permettant de déroger aux restrictions quant aux longueurs maximales si certaines conditions étaient respectées.

Cette dérogation auxdites restrictions a été accordée en ce qui concerne l'arrière des véhicules, l'installation de dispositifs aérodynamiques et l'avant des véhicules afin que les camions puissent être équipés d'une cabine à la forme plus arrondie et plus aérodynamique.

La directive (UE) 2015/719 prévoyait un moratoire de trois ans sur l'introduction des cabines aérodynamiques à compter de la date de transposition ou d'application des modifications nécessaires en ce qui concerne les prescriptions techniques pour la réception par type. Or, ce moratoire dissuade les constructeurs d'améliorer l'aérodynamique des cabines aux fins de contribuer au respect des futures normes d'émission de CO2 applicables aux poids lourds.

Étant donné que les émissions de CO2 dues au transport routier représentent un quart de l'ensemble de ce type d'émissions dans l'UE et que les émissions imputables au transport routier devraient augmenter de 6 % sur la période 2015-2030, la Commission considère qu'il conviendrait de **retirer** le plus rapidement possible les avantages liés à l'allongement des dimensions des cabines.

La présente proposition contribue directement à la mise en œuvre de la première priorité politique de la Commission «Emploi, croissance et investissement», en permettant aux constructeurs de camions et aux équipementiers d'innover et de produire de nouveaux modèles de poids lourds. Elle vise également à contribuer à l'union de l'énergie et à la priorité «Climat», par un abaissement des émissions dues aux poids lourds.

CONTENU: la présente proposition de décision se limite à avancer la date à partir de laquelle des cabines plus aérodynamiques et/ou plus sûres pourront être utilisées, ainsi qu'il est déjà prévu depuis la directive (UE) 2015/719. Le délai écourté demeurerait toutefois proportionné et laisserait encore suffisamment de temps aux États membres pour prendre les mesures nécessaires.